

# UN GOUVERNEMENT

De la désinformation à la désignation d'ennemis intérieurs : plongée dans deux séquences politico-médiatiques révélatrices d'une *trumpisation* à la belge.

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Entre le 25 et le 30 octobre, deux « faits alternatifs » liés aux futures exclusions massives du chômage ont animé le débat public en Belgique francophone, que ce soit sur les réseaux sociaux, dans la presse ou à la télévision. La catastrophe sociale majeure que cette réforme de l'Arizona constituera, en 2026 – en particulier pour les francophones et dans les communes populaires – est parfaitement connue et prévue. (*Lire nos numéros 115 et 116.*) Et pourtant, celle-ci, reléguée au rang d'élément de décor, n'a pas été placée au centre des discussions à ces occasions. Au contraire, les victimes et ceux qui les défendent ont été stigmatisés sur la base de *fake news*.

## Le faux contre le social

Le premier sujet, « l'affaire Zanin » portait sur une prétendue campagne de mensonge et de « propagande de peur » organisée par les syndicats en direction de leurs affiliés chômeurs. (*Lire p. 5.*) Le second sujet, celui des futurs exclus du chômage prétendument « majoritairement pas Belges en réalité » portait sur leur « origine » et y associait explicitement une suspicion de fraude. (*Lire p. 16.*)

Outre qu'ils frappaient d'illégitimité les chômeurs exclus - soit à travers les organisations qui les défendent, soit directement - ces deux sujets présentent des points communs marquants. Ils reposent, à chaque fois, sur une information fausse et s'articulent à des interventions politiques. Dans un cas, le ministre de l'Emploi, David Clarinval (MR), a publiquement accrédité et diffusé la *fake news*. Dans l'autre, il en est lui-même l'auteur. Ces deux fausses nouvelles ont d'abord été prises pour vraies et ont été largement diffusées, non seulement sur les réseaux sociaux mais aussi par certains médias d'information - en particulier les journaux du groupe Sudmedia et RTL - sans (véritable) travail de vérification. *In fine*, le caractère erroné de ces informations sera bien reconnu. Encore que très tardivement et très partiellement de la part du ministre. Des centaines de milliers de personnes ont été exposées à ces *fake news* et les ont, pour beaucoup, prises pour argent comptant. Bien moins nombreuses sont celles qui auront été informées de leur fausseté.

Dans le dossier qui suit, nous tentons de prendre du recul par rapport à ces tempêtes médiatiques - qui



**Les victimes ont été  
stigmatisées sur  
la base de *fake news***

ont entraîné une partie de l'opinion publique - pour essayer de comprendre ce qui s'y joue. Tout d'abord, nous présentons, de manière à la fois objective et critique, l'ensemble des éléments disponibles sur ces deux sujets, ainsi que le traitement médiatique et politique qui en a été fait. Cela permet de saisir la construction de ces deux séquences politico-médiatiques et leur développement, y compris les discussions au Parlement auxquelles l'une et l'autre ont donné lieu. (*Lire p. 11 et 25.*) Nous examinons ensuite si, au-delà de leur caractère ponctuel, ces cas étudiés ne sont pas l'indice d'un mouvement plus profond, *trumpiste*, au sein de l'écosystème politico-médiatique belge francophone. (*Lire p. 30.*) Ce qui nous amène à ouvrir la réflexion sur les possibilités concrètes d'y résister (*Lire p. 37*) ainsi que sur les résistances qui sont déjà là, mais qui peuvent être renforcées par la prise de conscience de leur rôle et de leur nécessité. Enfin, pour compléter ce dossier, un article de Hugues Le Paige fait le point sur la façon de désigner l'évolution actuelle du MR. (*Lire p. 40.*)

# PAR LES **FAKES** ?

## Combattre avant l'épuisement démocratique

Le sociologue Geoffrey Pleyers (UCL) a publié une tribune sur cette question, parue dans *Le Vif*, et ces propos, graves, méritent d'être médités : « [...] Ce qui est inquiétant est que c'est loin d'être une erreur isolée, c'est une dérive qui se décline chaque semaine dans le débat public belge. Elle n'a sa place dans aucune démocratie et devrait inquiéter tous les démocrates, y compris au MR. Au-delà du clivage gauche-droite, ne pas laisser s'installer la confusion entre la vérité et les mensonges, et se baser sur des analyses rigoureuses constituent un rôle crucial des journalistes, chercheurs, intellectuels et des citoyens dans une société démocratique. Cela semble évident, mais c'est redevenu une cause urgente pour tous les démocrates. Mais dans un nombre croissant de pays, ces acteurs et ces contre-pouvoirs sont attaqués par les dirigeants populistes réactionnaires. [...]. Cette fois, l'amalgame et les fausses affirmations (que l'on devrait simplement appeler mensonges) du ministre Clarinval suscitent un tollé de la part de nombreux citoyens et intellectuels, ainsi que d'une large part de

la classe politique belge francophone. Mais qu'en sera-t-il lorsque des affirmations similaires et ce type d'amalgame ressortiront pour la dixième ou la vingtième fois ? Les démocrates s'en offusqueront-ils encore avec la même énergie ? Y aura-t-il encore des réactions claires et fermes pour les condamner dans les médias et les réseaux sociaux ? Et ces réactions trouveront-elles encore leur place dans la presse et le débat public, quand elles ne seront plus que des dénonciations répétitives, mais pourtant si nécessaires au maintien d'un espace public démocratique ? Ces idées fausses seront-elles alors installées dans le débat public ? C'est la stratégie suivie par Donald Trump et ses partisans aux États-Unis. » (1)

Nos acquis démocratiques sont plus fragiles et menacés que nous ne l'avions cru. Ils ne pourront être préservés que grâce à notre vigilance et notre engagement individuel et collectif. □

(1) « Cette dérive n'a sa place dans aucune démocratie et devrait inquiéter tous les démocrates, y compris au MR » (carte blanche), *Le Vif*, 31.10.25.

# UNE « PROPAGANDE DE **PEUR** DES SYNDICATS » ?

Mise en scène sur Facebook, récupération politique et suivisme médiatique. Comment une fake news antisyndicale lancée par une chroniqueuse de LN24 est devenue virale.

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

**L**e vendredi 24 octobre, Carol Zanin, « pigiste dans l'audiovisuel » sur la chaîne de télévision en continu LN24, publie, sur son mur Facebook (« Carol Zanin Pro »), une vidéo dans laquelle elle affirme, sur la base d'une conversation avec le *call center* de l'ONEm, avoir été victime d'une manipulation de la part de son organisation syndicale. Elle soutient que la CSC lui aurait communiqué, à tort et dans le but de la rallier à des manifestations contre le gouvernement Arizona, une fausse information annonçant son exclusion en 2026 du complément d'allocations de chômage dont elle bénéficie actuellement. Cette vidéo fait rapidement le *buzz*, accréditée et soutenue par une réaction du ministre de l'Emploi, David Clarinval (MR), puis par celle du président du MR. Elle est reprise et diffusée par une série de médias d'information en ligne — SudInfo, La Libre, la DH, RTBF

- C'est vous qui le dites... — sans que ceux-ci vérifient préalablement les « informations » contenues dans la vidéo de Mme Zanin. Lundi 27, en fin de matinée, la CSC publie, après vérification interne, un démenti cinglant sous forme de communiqué de presse. Son affiliée avait été informée de manière correcte. Celle-ci risquait bien, « si rien ne change », d'être exclue du chômage en 2026. La communication syndicale vis-à-vis de celle-ci ne comportait aucun appel à la mobilisation contre le gouvernement Arizona. Malgré ce démenti factuel, le ministre de l'Emploi continue pourtant à valider le message de Mme Zanin en diffusant peu après un communiqué de presse dans lequel il dénonce une opération de « propagande massive » des organisations syndicales et annonce son intention de signaler à l'Autorité de protection des données un prétendu « abus » syndical dans l'utilisation du fichier

